

Dette publique? Pacte de responsabilité ? Qu'en est-il?

1) Comprendre la dette publique

Les politiques d'austérité qui s'imposent en Europe trouvent leur justification dans l'impérieuse nécessité de réduire les déficits et la dette publique. Ce serait la croissance excessive des dépenses publiques qui a fait exploser la dette... sauf que ces dépenses ne cessent de diminuer et ne peuvent expliquer à elles seules l'augmentation de la dette de l'Etat.

Si la dette a augmenté, c'est sous l'influence de 2 facteurs combinés : la baisse des recettes (exonérations fiscales aux ménages les plus aisés et aux grandes entreprises, niches fiscales...) et la hausse des taux d'intérêt (les titres de la dette publique circulent sur les marchés financiers dont ils sont une composante essentielle).

Les cadeaux fiscaux et les taux d'intérêt excessifs représentent 59 % de l'actuelle dette publique, ce qui montre que ce mécanisme est largement favorable aux créanciers et aux riches.

Lire aussi : Que faire de la dette ? Un audit de la dette publique de la France
www.audit-citoyen.org

2) Un pacte de responsabilité injuste socialement, inefficace économiquement

Le pacte de responsabilité symbolise la logique économique libérale du gouvernement. Il repose sur une diminution du « coût » du travail et des « obstacles à l'emploi ». Il représente 41 milliards d'allègement de la fiscalité des entreprises. Ce pacte englobe le crédit impôt compétitivité-emploi lancé à l'automne 2012 à hauteur de 20 milliards.

Ce pacte est peu engageant, les entreprises n'ont aucune contrainte formelle en échange de ces cadeaux fiscaux. Pour l'instant peu d'accords de branches professionnelles ont été conclus et les objectifs de créations d'emplois sont plus que modestes.

Le financement du pacte de responsabilité repose essentiellement sur la baisse des dépenses publiques. Le budget triennal prévoit ainsi une montée en charge des coupes budgétaires qui atteindraient 50 milliards annuels en 2017.

Concrètement, la première mise en place de ces allègements bénéficient essentiellement aux grandes entreprises et contribuent à augmenter les dividendes au profit des actionnaires. Le coût du capital augmente au détriment des investissements productifs, de l'emploi et des salaires. Ainsi, les réponses du gouvernement consistant essentiellement à réduire drastiquement les dépenses publiques pour financer les cadeaux fiscaux aux entreprises sont un échec en termes de création d'emplois et d'augmentation de salaires.